

Annales 2011-2012-2013

André Fazi

Épreuve écrite : Introduction à la science politique

Type d'épreuve : commentaire de texte – durée : 1h30

1^{ère} session d'examens 2011-2012 (janvier)

Sujet n° 1 : Robert Michels, *Les partis politiques*, 1914.

« Les chefs ont existé à toutes les époques, à toutes les phases de développement, dans toutes les branches de l'activité humaine. Il est vrai que certains militants, surtout parmi les marxistes orthodoxes du socialisme allemand, cherchent à nous persuader aujourd'hui que le socialisme n'a pas de chefs, mais tout au plus des employés, parce qu'il est un parti démocratique et que l'existence de chefs est incompatible avec la démocratie. Mais une pareille assertion, contraire à la vérité, ne peut rien contre une loi sociologique. Elle a, au contraire, pour effet de fortifier la domination des chefs, en dissimulant aux masses un péril qui menace réellement la démocratie. »

Sujet n° 2 : Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie*, 2006.

« Les citoyens mettent de plus en plus systématiquement à l'épreuve la compétence des gouvernants : ils jaugent en permanence le résultat de leurs actions. [...]. La dissémination de l'information technique et de l'expertise en général, comme l'accroissement du niveau intellectuel, a contribué de façon décisive à cette mise en jugement permanente des gouvernants, dorénavant beaucoup plus vulnérables et plus dépendants. Ceux-ci sont d'une certaine façon devenus les élèves des gouvernés, soumis qu'ils sont à un contrôle permanent de leurs actions. Les citoyens ont ainsi véritablement conquis, sur ce mode de la notation, l'équivalent d'un nouveau pouvoir, un pouvoir là encore pratiquement direct, qui s'exerce sans représentants. »

2^{ème} session d'examens 2011-2012 (juin)

Sujet n° 1 : Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942.

« Tout d'abord, la démocratie, selon le point de vue adopté par nous, ne signifie pas et ne peut pas signifier que le peuple gouverne effectivement dans aucun des sens évidents que prennent les termes “peuple” et “gouverner”. Démocratie signifie seulement que le peuple est à même d'accepter ou d'écarter les hommes appelés à le gouverner. »

Sujet n° 2 : Pierre Clastres, *Interrogations*, 1976.

« Toutes les sociétés à État sont divisées, en leur être, en dominants et dominés, tandis que les sociétés sans État ignorent cette division : déterminer les sociétés primitives comme sociétés sans État, c'est énoncer qu'elles sont, en leur être, homogènes parce qu'elles sont indivisées. Et l'on retrouve ici la définition ethnologique de ces sociétés : elles n'ont pas d'organe séparé du pouvoir, le pouvoir n'est pas séparé de la société. »

1^{ère} session d'examens 2012-2013 (janvier)

Sujet n° 1 : Emilio Gentile, « Fascisme, totalitarisme et religion politique : définitions et réflexions critiques sur les critiques d'une interprétation », *Raisons politiques*, n° 22, mai 2006.

« On peut être d'accord avec ceux qui soutiennent que le fascisme ne réalisa pas un totalitarisme "parfait" et "accompli" ; mais je doute du fait que l'on ne trouve jamais une solution au problème posé par Renato Moro : "établir la raison de cette réalisation totalitaire manquée du régime fasciste italien". D'un point de vue rigoureusement historique, il me semble en effet qu'un tel problème ne peut se poser qu'au regard de tous les totalitarismes et non de l'expérience italienne seulement. L'histoire des hommes est toujours marquée par l'imperfection, et les régimes totalitaires n'échappent pas à cette règle : de nature essentiellement dynamique et expérimentale, ils ne peuvent parvenir à une réalisation parfaite. »

Sujet n° 2 : Max Weber, *Économie et société*/I. *Les catégories de la sociologie*, 1922.

« [...] la domination (l'"autorité") peut reposer, dans un cas particulier, sur les motifs les plus divers de docilité : de la morne habitude aux pures considérations rationnelles en finalité. Tout véritable rapport de domination comporte un minimum de volonté d'obéir, par conséquent un intérêt, extérieur ou intérieur, à obéir. [...]. L'expérience montre qu'aucune domination ne se contente de bon gré de fonder sa pérennité sur des motifs ou strictement matériels, ou strictement affectuels, ou strictement rationnels en valeur. [...]. Mais, selon le genre de légitimité revendiquée, le type d'obéissance et la direction administrative destinée à le garantir et le caractère de l'exercice de domination sont fondamentalement différents. Et avec eux son action. Par conséquent, il faut distinguer les formes de domination suivant la revendication de légitimité qui leur est propre. »

2^{ème} session d'examens 2011-2012 (juin)

Sujet n° 1 : Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, 1972

« [Le totalitarisme] a engendré des institutions politiques entièrement nouvelles, il a détruit toutes les traditions sociales, juridiques et politiques du pays. Peu importent la tradition spécifiquement nationale ou la source particulière de son idéologie : le régime totalitaire transforme toujours les classes en masses, substitue au système des partis, non pas des dictatures à parti unique, mais un parti de masse, déplace le centre du pouvoir de l'armée à la police, et met en œuvre une politique étrangère visant ouvertement à la domination du monde. »

Sujet n° 2 : Didier Lapeyronnie, « Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? », *Revue française de sociologie*, vol. XXIX, n° 4, 1988

« La violence n'est plus comprise ici comme une expression de la frustration ou de l'irrationalité. Elle se définit dans le cadre d'une stratégie rationnelle comme un moyen permettant à un groupe d'obtenir une reconnaissance politique qui lui est refusée par les acteurs établis. Elle est une conduite politique à part entière et doit être analysée positivement en ce sens. L'émergence de la violence politique n'est donc pas imputable aux acteurs qui la portent. Elle est plutôt le résultat logique d'une trop grande fermeture du système politique et institutionnel. [...]. Selon William A. Gamson, la violence est un moyen efficace d'entrée dans le système politique, déclenché non par la faiblesse et le désespoir des contestataires mais au contraire par la faiblesse et la vulnérabilité des groupes établis. Elle correspond à une volonté de participation non prise en compte. »